

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1920.

Projet de loi

**relatif à l'augmentation des traitements des professeurs et
des administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 22 février 1919 a enlevé au personnel enseignant des Universités de l'État la recette provenant des droits d'inscription aux cours et, pour compenser cette perte, elle a relevé les traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des dits établissements.

Aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, les professeurs extraordinaires jouissent d'un traitement fixe de sept mille francs, qui peut être majoré de mille francs après cinq années de grade; les professeurs ordinaires, d'un traitement fixe de neuf mille francs qui est majoré de mille francs après chacune des trois premières périodes de cinq années de grade; les administrateurs-inspecteurs, d'un traitement de neuf mille francs également, qui peut être majoré de mille francs tous les cinq ans, jusqu'à concurrence de trois mille francs.

Aux termes de l'article 2 de la même loi, les professeurs reçoivent en outre, « à l'expiration de l'année académique... un supplément de traitement à raison des heures de leçons qu'ils ont données au delà de 90. Ce supplément est de 30 francs par heure pour les professeurs extraordinaires et de 40 francs pour les professeurs ordinaires. Il ne peut être calculé sur un nombre supérieur à 90 heures et, par dérogation au paragraphe final de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1879, il ne sert pas à déterminer le montant de la pension de l'éméritat ».

Ces fonctionnaires jouissaient également de l'indemnité dite de vie chère, qui a été supprimée depuis le 1^{er} octobre dernier. Pour la remplacer, il y a donc lieu de leur accorder, comme aux autres agents de l'État et d'après les mêmes règles, une augmentation proportionnelle de traitement.

Il y a lieu, en d'autres termes :

1° Pour la période du 1^{er} octobre 1919 au 31 décembre 1919, de majorer d'un quart et d'une somme d'environ 1,400 francs les chiffres fixés par l'article premier de la loi prérappelée du 22 février 1919 et sans que l'augmentation totale puisse dépasser quatre mille francs. Cette disposition transitoire fait l'objet de l'article 4 du présent projet de loi.

2° A partir du 1^{er} janvier 1920, de majorer les quatre premières tranches de 1,000 francs, respectivement de 200, 120, 70, et 50 p. c., et de relever de 30 p. c. la partie de ce traitement supérieure à 4,000 francs.

D'autre part, puisque la rémunération spéciale allouée aux professeurs pour les heures de leçons comprises entre la 91^e et la 180^e constitue, aux termes mêmes de la loi, « un supplément de traitement », il est conforme aux règles admises d'augmenter aussi cette rémunération de 30 p. c., c'est-à-dire, en arrondissant les chiffres, de la porter respectivement à 40 francs et à 50 francs. Ces dernières dispositions font l'objet des articles 1, 2 et 3 du projet de loi.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, pour le surplus, que l'indemnité familiale et l'indemnité de résidence sont attribuées aux professeurs et aux administrateurs-inspecteurs des universités d'après les mêmes règles que celles admises pour les autres agents de l'État.

En vertu de ladite loi du 22 février 1919 (article 9 modifié), les professeurs extraordinaires « ne peuvent être promus à l'ordinariat qu'après dix années de grade ». Les autorités académiques des deux universités de l'État ont signalé et l'expérience a démontré que cette innovation présente de très sérieux inconvénients. Il y a donc lieu de la faire disparaître.

C'est la raison pour laquelle cette disposition ne figure plus à l'article 9 du présent projet de loi.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTREE.



PROJET DE LOI

relatif à l'augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'État.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit sera présenté, en Notre Nom, aux Chambres Législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9 et 23, paragraphe 1^{er} de la loi du 15 juillet 1849, portant organisation de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, tels qu'ils ont été modifiés par les lois du 14 mars 1863 et du 22 février 1919, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur extraordinaire ou ordinaire. Les professeurs extraordinaires jouissent d'un traitement fixe de 12,300 francs, qui peut être majoré de 1,300 francs après cinq années de grade.

Les professeurs ordinaires jouissent d'un traitement fixe de 14,900 francs.

WETSONTWERP

rakende de weddevermeerdering der professoren en der beheerders-toezieners van de Staatsuniversiteiten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in onzen naam aan de Wetgevende Kamers worden onderworpen :

ARTIKEL EÉN.

De artikelen 9 en 23, paragraaf 1, der wet van 15 Juli 1849, tot inrichting van het hooger onderwijs op 's Rijkskosten gegeven, zooals zij werden gewijzigd door de wetten van 14 Maart 1864 en 22 Februari 1919, worden vervangen door de volgende beschikkingen :

Art. 9. — De professoren voeren den titel van buitengewoon of van gewoon professor. De buitengewone professoren genieten eene vaste wedde van 12,300 fr. die na vijf jaar in denzelfden graad met 1,300 fr. kan worden verhoogd.

De gewone professoren genieten eene vaste wedde van 14,900 fr. Deze

Ce traitement est majoré de 1,300 francs après chacune des trois premières périodes de cinq années de grade.

Art. 25 paragraphe 1^{er}. — Il y a près de chaque Université un Commissaire du Gouvernement, sous le titre d'Administrateur-Inspecteur de l'Université. Ce fonctionnaire est nommé par le Roi et jouit d'un traitement de 14,900 francs, qui peut être majoré de 1,300 francs tous les cinq ans, jusqu'à concurrence de 3,900 francs.

ART. 2.

L'article 21 de la même loi du 15 juillet 1849, tel qu'il a été modifié par la loi du 22 février 1919, est remplacé par la disposition suivante :

Art. 21. — Le produit des inscriptions aux cours est versé dans les caisses de l'État.

A l'expiration de l'année académique, les professeurs reçoivent un supplément de traitement à raison des leçons qu'ils ont données au delà de 90.

Ce supplément est de 40 francs par heure pour les professeurs extraordinaires et de 50 francs pour les professeurs ordinaires. Il ne peut être calculé sur un nombre supérieur à 90 heures et, par dérogation au paragraphe final de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1879, il ne sert pas à déterminer le montant de la pension de l'éméritat.

Le Gouvernement fixe, s'il y a lieu, les rétributions à payer pour les leçons de manipulation et d'opération et les exercices d'application.

Ces rétributions sont partagées, d'après les bases à déterminer par le

wedde wordt met 1,300 fr. verhoogd na elk der drie eerste tijdperken van vijf jaar graad.

Art. 25, paragraaf 1. — Bij elke universiteit is aangesteld een Regeeringscommissaris, met den titel van Beheerder-Roeziener der Universiteit. Deze ambtenaar wordt benoemd door den Koning en geniet eene wedde van 14,900 fr., die om de vijf jaar met 1300 fr. kan worden verhoogd tot een bedrag van 3,900 frank.

ART. 2.

Artikel 21 derzelfde wet van 15 Juli 1849, zooals het werd gewijzigd door de wet van 22 Februari 1919, wordt vervangen door de volgende beschikking :

Art. 21. — De opbrengst der inschrijvingsrechten op de leergangen wordt in 's Rijkskas gestort.

Bij afloop van het academische jaar ontvangen de professoren eene bijwedde, berekend naar het getal lesuren door hen boven 90 gegeven.

Deze bijwedde bedraagt 40 frank per uur voor de buitengewone professoren en 50 frank per uur voor de gewone professoren. Zij mag niet worden berekend naar een getal van meer dan 90 lesuren en, bij afwijking van artikel 2, eindparagraaf, der wet van 30 Juli 1879, is zij geen grondslag voor het vaststellen van het bedrag van het emeritaatspensioen.

In voorkomend geval bepaalt de Regeering het bedrag der vergeldingen te betalen voor de lessen van behandeling en van bewerking, alsmede voor de toepassingsoefeningen.

Deze vergeldingen worden, op een door de Regeering vast te stellen grond-

Gouvernement, entre le personnel scientifique chargé de diriger cet enseignement ou d'y coopérer.

ART. 3.

Les articles 1 et 2 de la présente loi sortiront leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

Disposition transitoire.

ART. 4.

Pour la période du 1^{er} octobre 1919 au 31 décembre 1919, les traitements des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État, tels qu'ils ont été fixés par la loi du 22 février 1919, seront respectivement relevés de 7,000 à 10,200 fr.; de 8,000 à 11,400 fr.; de 9,000 à 12,600 fr.; de 10,000 à 14,000 fr.; de 11,000 à 15,000 fr.; de 12,000 à 16,000 fr.

Donné à Laeken, le 9 juillet 1920.

slag, verdeeld onder het wetenschappelijk personeel dat met de leiding van dit onderwijs is belast of daaraan medewerkt.

ART. 3.

De artikelen 1 en 2 van deze wet zijn verbindend te beginnen met 1 Januari 1920.

Overgangsbeschikking.

ART. 4.

Voor het tijdperk van 1 October 1919 tot 31 December 1919, worden de wedden van de professoren, en van de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten, als vastgesteld door de wet van 22 Februari 1919, onderscheidenlijk van 7,000 fr. tot een bedrag van 10,200 fr., van 8,000 fr. tot 11,400 fr., van 9,000 fr. tot 12,600 fr., van 10,000 fr. tot 14,000 fr., van 11,000 fr. tot 15,000 fr., van 12,000 fr. tot 16,000 fr. verhoogd.

Gegeven te Laken, den 9 Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREE.



(14)

(N^o 434.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 13 JULI 1920.

Wetsontwerp

rakende de weddevermeerdering der professoren en der
beheerders-toezieners van de Staatsuniversiteiten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 22 Februari 1919 ontnam aan het leerpersoneel der Staatsuniversiteiten het bedrag der ontvangen inschrijvingsrechten op de leergangen en vermeerderde, als vergoeding voor dit verlies, de wedde der professoren en der beheerders-toezieners van gemelde instellingen.

Naar luid van artikel 1 dezer wet, genieten buitengewone professoren eene vaste wedde van zeven duizend frank, die na vijf jaren graad met duizend frank kan worden vermeerderd; de gewone professoren eene vaste wedde van negen duizend frank, driemaal, telkens na een tijdperk van vijf jaar graad, met duizend frank te vermeerderen, terwijl de beheerders-toezieners eveneens eene wedde van negen duizend frank genieten die om de vijf jaar tot bij een bedrag van drie duizend frank met duizend frank kan worden verhoogd.

Naar luid van artikel 2 derzelfde wet, ontvangen de professoren daarenboven „ bij afloop van het academisch jaar... eene bijwedde berekend naar het getal lesuren door hen boven 90 gegeven. Deze bijwedde bedraagt 30 frank per uur voor de buitengewone professoren en 40 frank voor de gewone professoren. Zij mag niet worden berekend naar een getal van meer dan 90 lesuren en, bij afwijking van artikel 2, eindparagraaf, der wet van 30 Juli 1879, is zij geen grondslag voor het vaststellen van het bedrag van het emeritaatspensioen. „

Deze ambtenaren genoten tevens den sedert 1 October jl. afgeschaften duurtebijslag. Ter vervanging ervan dient hun dan ook als aan de andere Staatsbedienden en volgens dezelfde regelen eene weddevermeerdering in verhouding hiermede toegestaan.

Anders gezegd, dienen :

1^o voor het tijdperk van 1 October 1919 tot 31 December 1919, de cijfers, vastgesteld bij artikel 1 der voormelde wet van 22 Februari 1919, met een vierde en met eene som van ongeveer 1,400 frank vermeerderd, zonder dat de gezamen-

lijke verhooging de vier duizend frank moge overschrijden. Deze overgangsmaatregel maakt voorwerp uit van artikel 1 van het tegenwoordig wetsontwerp.

2^o te rekenen van 1 Januari 1920, de vier eerste duizend frank elk met 200, 120, 70 en 50 t. h. vermeerderd, en het deel dezer wedde boven de 4,000 frank met 30 t. h. verhoogd.

Daar, anderdeels, de bijzondere aan de professoren toegekende vergoeding voor de lessen tusschen het 91^e en het 180^e uur, naar luid der wet zelve, « eene bijwedde » uitmaakt, stemt het met de aangenomen regelen overeen, deze vergoeding eveneens met 30 t. h. te vermeerderen, zoodat zij, bij aanronding der cijfers, onderscheidenlijk 40 en 50 frank wordt. Deze laatste beschikkingen maken het voorwerp uit der artikelen 1, 2 en 3 van het wetsontwerp.

Misschien heeft het zijn nut eraan te herinneren, dat professoren en beheerders-toezieners daarenboven de gezins- en verblijfsvergoeding genieten naar de regelen aangenomen voor de andere Staatsbedienden.

Naar luid van genoemde wet in dato 22 Februari 1919 (wijziging op art. 9) kunnen buitengewone professoren « slechts na tien jaar graad... tot gewoon professor worden bevorderd ». De academische overheid der beide Staatsuniversiteiten hebben erop gewezen en bij ervaring is gebleken, dat deze nieuwe beschikkingen zeer ernstige bezwaren oplevert. Zij dient dus te verdwijnen.

Om die reden komt zij niet meer bij artikel 9 der tegenwoordige wet voor.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTREE.



PROJET DE LOI

relatif à l'augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des universités de l'État.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet dont la teneur suit sera présenté, en Notre Nom, aux Chambres Législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 9 et 25, paragraphe 1^{er} de la loi du 15 juillet 1849, portant organisation de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État, tels qu'ils ont été modifiés par les lois du 14 mars 1863 et du 22 février 1919, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 9. — Les professeurs portent le titre de professeur extraordinaire ou ordinaire. Les professeurs extraordinaires jouissent d'un traitement fixe de 12,300 francs, qui peut être majoré de 1,300 francs après cinq années de grade.

Les professeurs ordinaires jouissent d'un traitement fixe de 14,900 francs.

WETSONTWERP

rakende de weddevermeerdering der professoren en der beheerders-toezieners van de Staatsuniversiteiten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in onzen naam aan de Wetgevende Kamers worden onderworpen :

ARTIKEL EEN.

De artikelen 9 en 25, paragraaf 1, der wet van 15 Juli 1849, tot inrichting van het hooger onderwijs op 's Rijkskosten gegeven, zooals zij werden gewijzigd door de wetten van 14 Maart 1864 en 22 Februari 1919, worden vervangen door de volgende beschikkingen :

Art. 9. — De professoren voeren den titel van buitengewoon of van gewoon professor. De buitengewone professoren genieten eene vaste wedde van 12,300 fr. die na vijf jaar in denzelfden graad met 1,300 fr. kan worden verhoogd.

De gewone professoren genieten eene vaste wedde van 14,900 fr. Deze

Ce traitement est majoré de 1,300 francs après chacune des trois premières périodes de cinq années de grade.

Art. 25 paragraphe 1^{er}. — Il y a près de chaque Université un Commissaire du Gouvernement, sous le titre d'Administrateur-Inspecteur de l'Université. Ce fonctionnaire est nommé par le Roi et jouit d'un traitement de 14,900 francs, qui peut être majoré de 1,300 francs tous les cinq ans, jusqu'à concurrence de 3,900 francs.

ART. 2.

L'article 21 de la même loi du 15 juillet 1849, tel qu'il a été modifié par la loi du 22 février 1919, est remplacé par la disposition suivante :

Art. 21. — Le produit des inscriptions aux cours est versé dans les caisses de l'État.

A l'expiration de l'année académique, les professeurs reçoivent un supplément de traitement à raison des leçons qu'ils ont données au delà de 90.

Ce supplément est de 40 francs par heure pour les professeurs extraordinaires et de 50 francs pour les professeurs ordinaires. Il ne peut être calculé sur un nombre supérieur à 90 heures et, par dérogation au paragraphe final de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1879, il ne sert pas à déterminer le montant de la pension de l'éméritat.

Le Gouvernement fixe, s'il y a lieu, les rétributions à payer pour les leçons de manipulation et d'opération et les exercices d'application.

Ces rétributions sont partagées, d'après les bases à déterminer par le

wedde wordt met 1,300 fr. verhoogd na elk der drie eerste tijdperken van vijf jaar graad.

Art. 25, paragraaf 1. — Bij elke universiteit is aangesteld een Regeeringscommissaris, met den titel van Beheerder-Roeziener der Universiteit. Deze ambtenaar wordt benoemd door den Koning en geniet eene wedde van 14,900 fr., die om de vijf jaar met 1300 fr. kan worden verhoogd tot een bedrag van 3,900 frank.

ART. 2.

Artikel 21 derzelfde wet van 15 Juli 1849, zooals het werd gewijzigd door de wet van 22 Februari 1919, wordt vervangen door de volgende beschikking :

Art. 21. — De opbrengst der inschrijvingsrechten op de leergangen wordt in 's Rijkskas gestort.

Bij afloop van het academische jaar ontvangen de professoren eene bijwedde, berekend naar het getal lesuren door hen boven 90 gegeven.

Deze bijwedde bedraagt 40 frank per uur voor de buitengewone professoren en 50 frank per uur voor de gewone professoren. Zij mag niet worden berekend naar een getal van meer dan 90 lesuren en, bij afwijking van artikel 2, eindparagraaf, der wet van 30 Juli 1879, is zij geen grondslag voor het vaststellen van het bedrag van het emeritaatspensioen.

In voorkomend geval bepaalt de Regeering het bedrag der vergeldingen te betalen voor de lessen van behandeling en van bewerking, alsmede voor de toepassingsoefeningen.

Deze vergeldingen worden, op een door de Regeering vast te stellen grond-

Gouvernement, entre le personnel scientifique chargé de diriger cet enseignement ou d'y coopérer.

ART. 3.

Les articles 1 et 2 de la présente loi sortiront leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1920.

Disposition transitoire.**ART. 4.**

Pour la période du 1^{er} octobre 1919 au 31 décembre 1919, les traitements des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État, tels qu'ils ont été fixés par la loi du 22 février 1919, seront respectivement relevés de 7,000 à 10,200 fr.; de 8,000 à 11,400 fr.; de 9,000 à 12,600 fr.; de 10,000 à 14,000 fr.; de 11,000 à 15,000 fr.; de 12,000 à 16,000 fr.

Donné à Laeken, le 9 juillet 1920.

slag, verdeeld onder het wetenschappelijk personeel dat met de leiding van dit onderwijs is belast of daaraan medewerkt.

ART. 3.

De artikelen 1 en 2 van deze wet zijn verbindend te beginnen met 1 Januari 1920.

Overgangsbeschikking.**ART. 4.**

Voor het tijdperk van 1 October 1919 tot 31 December 1919, worden de wedden van de professoren, en van de beheerders-toezieners der Staatsuniversiteiten, als vastgesteld door de wet van 22 Februari 1919, onderscheidenlijk van 7,000 fr. tot een bedrag van 10,200 fr., van 8,000 fr. tot 11,400 fr., van 9,000 fr. tot 12,600 fr., van 10,000 fr. tot 14,000 fr., van 11,000 fr. tot 15,000 fr., van 12,000 fr. tot 16,000 fr. verhoogd.

Gegeven te Laken, den 9 Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREE.